

suicide

Le suicide et sa prévention.

Émergence du concept, actualité des programmes

Sous la direction d'Agnès Batt-Moillo et Alain Jourdain
Rennes : Éditions ENSP, janvier 2005, 267 p., 24 euros.

Qu'est-ce que la prévention du suicide ? Quelles sont ses histoires et enjeux ? Comment s'est-elle construite et comment continuer à l'améliorer ?

Cet ouvrage apporte de précieux éléments de réponse à ces questions. Vous pourrez y découvrir que la prévention du suicide est récente en comparaison de la question du suicide qui a des millénaires. Les trois parties de l'ouvrage : « Du tabou au problème de santé publique », « Des programmes régionaux aux actions de terrain » et « Comment les nations tentent de prévenir le suicide » vous permettront d'approcher ce paradoxe ainsi que les travaux colossaux réalisés pour construire un programme national de santé. Cet ouvrage vous guidera sur le chemin parcouru en France et dans des pays européens. Il apporte des données (comme le tableau sur les taux de mortalité par suicide de la page 26), des exemples d'actions et d'acteurs engagés, tout en précisant des pistes d'amélioration des pra-

tiques. Vous pourrez y découvrir la manière dont les connaissances sur le suicide ont progressé et que la prévention du suicide nécessite professionnalisme et compétence, comme les autres préventions. À ce propos, à quand un ouvrage dressant le tableau de l'ensemble des connaissances et des pratiques (*guidelines*) en prévention : suicide, alcoolisme, tabagisme, VIH, vieillissement, maladies chroniques, asthme, etc. ? Vous pourrez suivre le basculement historique qui a permis au suicide de dépasser des dilemmes éthiques et politiques pour devenir problème de santé publique, et assister aux combats des « porteurs-construc-teurs » qui ont permis l'élaboration de programmes et de stratégies nationales et régionales. Ce livre, après ceux publiés aux Éditions ENSP *Le Principe d'équité dans les politiques de population des années quatre-vingt-dix* et *Activités physiques et sportives, santé publique, prévention des conduites dopantes*, continue d'ouvrir la voie

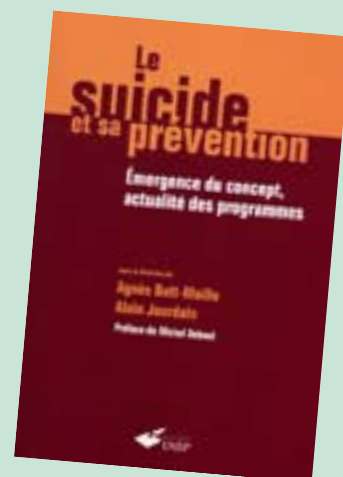
pour une collection sur les politiques sociales et de santé et les méthodes de planification et programmation de santé publique par déterminants, population et enjeux de santé publique.

Agnès Batt-Moillo, chercheur à l'Inserm, et Alain Jourdain, enseignant-chercheur au Laboratoire d'analyse des politiques sociales et sanitaires de l'École nationale de la santé publique, ont réalisé ces travaux en collaboration avec vingt rédacteurs qui ont su allier théorie et pratique. Ils privilégient une approche de santé publique multidisciplinaire et interprofessionnelle, autre grande qualité de cet ouvrage qui sait rendre accessible le champ si complexe de cette grande priorité de santé publique.

Cet ouvrage est précieux pour apprendre des histoires et comprendre des enjeux de la politique de santé en France. Il donne des repères indispensables pour que ce programme national de santé puisse continuer à se fortifier au moment où des lois se mettent en œuvre, comme par exemple la loi relative à la politique de santé publique, la loi organique relative aux lois de finances et la loi relative à l'assurance maladie. Comme l'écrivent Agnès Batt-Moillo et Alain Jourdain : « Les

dix dernières années ont été celles de la convergence de l'expertise dans les domaines du suicide et de la prévention. L'enjeu des dix prochaines années sera la construction d'un dispositif efficace de gestion publique qui permette à la fois d'accroître significativement les moyens consacrés à la prévention du suicide et de gérer des ressources rares en direction de ce problème de santé publique. »

Pierre-Henri Bréchat



addictologie

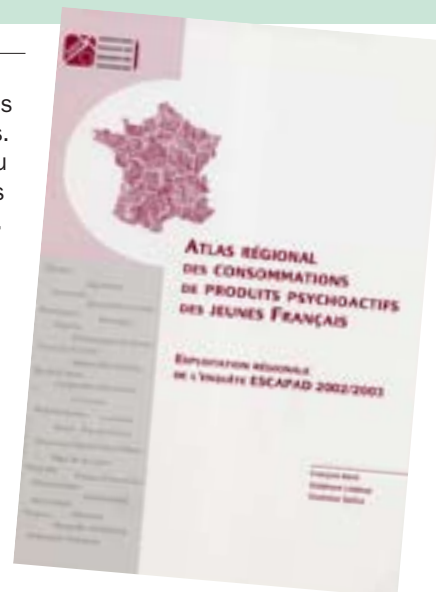
Atlas régional des consommations de produits psychoactifs des jeunes Français. Exploitation régionale de l'enquête Escapad 2002/2003

Observatoire français des drogues et toxicomanies, juin 2005, 220 pages.

Depuis sa mise en place en 2000, l'enquête Escapad de l'OFDT a permis de renforcer le dispositif d'observation des usages de drogues en France en interrogeant, lors de leur journée d'appel

de préparation à la défense, des jeunes de 17 et 18 ans sur leurs usages de l'alcool, du tabac, des médicaments psychotropes et des drogues illicites. Cette enquête permet la cartographie des usagers métropolitains mais aussi des départements et des collectivités d'outre-mer. Après avoir présenté la méthode des enquêtes Escapad 2002-2003 (auprès d'un échantillon de 27 354 adolescents) et dressé un état des lieux des consommations au niveau national, l'atlas cartographie les usages régionaux selon les substances et met en lumière

les éventuelles disparités en fonction des produits. Enfin, il fournit un tableau de bord identique dans les 27 régions étudiées, qui permet de cerner le profil et les spécificités de chacune, ainsi que leurs tendances.



maladie d'Alzheimer

Annuaire national des dispositifs de prise en charge des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées vivant à domicile et dispositifs d'aide aux soignants

Fondation Médéric Alzheimer, 2005, 984 pages, 20 euros.

Cet annuaire présente l'état actuel de l'offre des dispositifs d'aide et de prise en charge des personnes malades et de leur famille selon cinq grandes rubriques : les lieux de diagnostic et/ou de suivi thérapeutique ; les centres locaux d'information et de coordination gérontologiques et les réseaux ; les services d'aide et de soins infirmiers à domicile ; les accueils de jour ; les dispositifs d'aide aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées à leurs aidants familiaux, bénévoles et professionnels, assurant leur prise en charge. Par ailleurs, cette édition comporte trois nouveautés : un recensement des services d'accompagnement et d'aide à domicile, ainsi que des soins infirmiers, un recensement des offres d'accompagnement et d'aide aux personnes malades elles-mêmes (groupe de parole, soutien psychologique), et enfin un classement des dispositifs par département.

maladie d'Alzheimer

La prise en charge de la maladie d'Alzheimer et des maladies apparentées

Cécile Gallez (députée)
Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé, Assemblée nationale, n° 2454, juillet 2005, 256 pages, 6, 50 euros.

Selon les estimations, il y aurait actuellement en France 850 000 personnes présentant une démence et 220 000 nouveaux cas par an, dont les deux tiers ont une maladie d'Alzheimer. La moitié des cas surviennent après 85 ans. La démence est la cause principale de dépendance lourde du sujet âgé et le motif principal d'entrée en institution (environ les trois quarts des personnes en maison de retraite). Face à cette pathologie multifactorielle, l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé a rédigé un rapport des dispositifs et des stratégies dont on dispose tant médicalement, socialement, institutionnellement que financièrement. En effet, si des pistes de prévention existent et si le nouveau plan mis en place en 2004 a conduit à un renforcement des actions existantes et à la mise en place de mesures nouvelles, le suivi médical et social des patients nécessite de plus en plus la mise en

place d'aides reposant sur une meilleure coordination médicale, sociale et psychologique, et une complémentarité accrue entre les champs sanitaire et social.

cancer

Le cancer dans les régions de France. Mortalité, incidence, affections de longue durée, hospitalisations

Fédération nationale des observatoires régionaux de la santé (Fnors), collection « Les études du réseau des ORS », juin 2005, 54 pages.

À la demande de la direction générale de la Santé, la Fnors a élaboré un document de synthèse sur les indicateurs régionaux dans le domaine du cancer, qui permet de décrire la diversité des situations régionales actuelles et des évolutions depuis une vingtaine d'années. Les cancers étudiés ont été choisis en termes de dépistage (cancers du sein, du col de l'utérus, du côlon rectum et du mélanome), ou en raison de l'existence de mesures de prévention sur le tabac, l'alcool ou les facteurs nutritionnels. Ils ont été choisis également en raison de leur importance

en termes de nombre de cas diagnostiqués et du nombre de décès. Outre leurs estimations d'incidence, ils ont été étudiés aussi en fonction des admissions en longue durée et des diagnostics principaux d'hospitalisation.

cancer

La relation dose-effet et l'estimation des effets cancérigènes des faibles doses de rayonnements ionisants

Rapport conjoint Académie nationale de médecine, Institut de France, Académie des sciences, n° 2, 30 mars 2005, 168 pages.

L'Académie des sciences et l'Académie nationale de médecine ont associé leurs efforts pour procéder à une analyse des effets des rayonnements ionisants sur l'homme, en particulier la relation dose-effet en radiocancérogénèse et les effets des faibles doses. Ce rapport a un intérêt particulier pour l'évaluation des conséquences éventuelles des examens radiologiques et des irradiations chroniques à faible débit, telle celle résultant du radon dans les habitations et, à un niveau beaucoup plus faible, des déchets nucléaires.



politique sanitaire régionale

Programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins (Praps) : évaluation nationale du lancement des Praps de deuxième génération (2003-2006)

Direction générale de la Santé, juin 2005, 131 pages.

Les programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins ont été institués en direction des personnes en situation de précarité par la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre l'exclusion. Les Praps constituent un outil de concertation et de coordination permettant d'associer de multiples partenaires et l'évaluation des Praps 1 a été axée plus particu-

lièrement sur le fonctionnement du programme et sur les actions financées. Les Praps 2 désignent, plus précisément que les Praps 1, des publics en situation précaire, parmi lesquels sont cités, d'une région à l'autre, les jeunes de 16 à 25 ans sans emploi, les habitants des zones rurales, les immigrés en situation irrégulière. Ce rapport analyse non seulement le fonctionnement des Praps (participation et implication des différents acteurs régionaux, associatifs et institutionnels), les moyens qui leur sont impartis, leur rôle, leurs actions, mais aussi le système de suivi et de pilotage dont ils font l'objet pour apprécier la qualité de leur travail, voire estimer les résultats de leurs actions pour élaborer une stratégie plus efficace pour la prise en charge des personnes en situation de précarité dans chaque région.

gestion des risques

Le risque épidémique

Jean-Pierre Door (député) et Marie-Christine Blandin (sénatrice).

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Assemblée nationale n° 2327 et Sénat n° 332, mai 2005, 2 tomes, 191 et 120 pages, 6, 50 euros pour les deux tomes.

Ce rapport parlementaire évalue l'importance et la nature du risque épidémique, ainsi que la qualité des outils dont on dispose pour faire face à ce risque. Les maladies infectieuses sont responsables d'un tiers de la mortalité observée

annuellement. Elles sont causées par des agents d'origines diverses : bactéries, champignons, virus, protozoaires, parasites et même prions, pour lesquels les moyens de lutte sont abordés différemment. La science a cru un temps pouvoir maîtriser les maladies infectieuses, mais l'apparition du sida et l'épidémie d'hépatite C ont conduit à une révision de ces postulats et à une prise de conscience du risque épidémique, en particulier du fait de la facilité de transport à travers le monde et de la diffusion de pathologies tropicales émergentes. Le risque épidémique dans les pays développés s'est aggravé avec l'apparition de nouveaux risques liés aux modes de vie modernes : nouveaux modes d'alimentation, modifications de l'environnement, transports touristiques intercontinentaux par voie aérienne... L'approche parlementaire, grâce à de nombreuses auditions dans la seconde partie du rapport, présente l'intérêt de faire la synthèse des actions des pouvoirs publics dans la politique de prévention du risque infectieux.

Programme national de lutte contre le VIH/sida et les infections sexuellement transmissibles

Dans le cadre du programme national de prévention du VIH et des IST, le ministère de la Santé et des Solidarités et l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) ont mené, cet été, des actions media grand public. Parallèlement à ces campagnes, des actions plus ciblées ont été conduites en direction des populations homosexuelles : dans ce contexte a été réalisée une série de cartes postales d'incitation au dépistage. En direction des personnes atteintes, un supplément a été réalisé avec le magazine *Têtu+*, afin de faire le point sur les traitements et, d'une manière plus générale, sur la vie avec le virus. Tous ces documents sont disponibles auprès de l'Inpes.

www.inpes.sante.fr

Rapport sur la santé en Europe en 2005

Le rapport du bureau régional de l'OMS pour l'Europe reflète les nombreuses préoccupations auxquelles les systèmes de santé dans la région européenne sont confrontés aujourd'hui. Cette année, il s'intéresse plus particulièrement aux enfants. Dans les pays moins riches, l'insuffisance de fonds affectés à la santé touche particulièrement les enfants dont les maladies respiratoires et infectieuses et les traumatismes sont élevés. Pour faire face à toutes ces pathologies, le bureau régional de l'OMS pour l'Europe a élaboré une nouvelle stratégie visant à améliorer la santé des enfants et changer par ailleurs les comportements des personnes pour pouvoir réduire les facteurs de risque. En effet, dans l'ensemble de la région, les facteurs de risque tels que le tabagisme, l'alcool, l'hypertension artérielle, l'hypercholestérolémie, l'obésité, la consommation insuffisante de fruits et de légumes et le manque d'exercice physique sont à l'origine de la majorité des maladies non transmissibles. Enfin, le rapport souligne que la pauvreté reste la principale menace pesant sur la santé, particulièrement dans certains pays de l'Europe orientale. Pour s'attaquer aux disparités de santé entre pays et dans les pays, et pour faire face à de nouveaux défis sanitaires, des solutions solidaires et décisives doivent être définies, en utilisant plus largement des interventions efficaces et financièrement abordables.

Le Rapport sur la santé en Europe 2005. L'action de santé publique : améliorer la santé des enfants et des populations (Copenhague, bureau régional de l'OMS pour l'Europe, 2005). <http://www.euro.who.int/ehr2005>. Ce rapport est disponible en versions imprimée et électronique.

